

APPEL DES PRISONNIERS POLITIQUES BRÉSILIENS
A L'ARCHEVEQUE DE SAO PAULO

Nous, soussignés prisonniers politiques de São Paulo, nous vous adressons, Excellence, un appel véhément pour que vous acceptiez de continuer à servir de médiateur entre nous et les autorités responsables de notre incarcération.

Comme vous le savez, nous avons déclenché une grève de la faim le 12 mai dernier pour empêcher que soit exécutée la mesure d'isolement de quelques-uns de nos camarades au Pénitencier d'Etat. Le 15 suivant, plusieurs autres camarades ont été transférés à la Maison d'Arrêt, le camarade Ivan Akxelrud Seixas, âgé de 17 ans, étant alors retiré de la Prison Tiradentes et emmené à l'Opération Bandeirantes (1).

Le 17 suivant, M. Werner Rodrigues, directeur du Département des Instituts Pénaux de l'Etat de São Paulo (DIPE) est entré en contact avec nous en affirmant qu'il avait "carte blanche" pour satisfaire les revendications que nous présentions. C'est ainsi qu'il s'est engagé à faire le nécessaire pour rassembler tous les prisonniers politiques de São Paulo à la Maison d'Arrêt, y compris les camarades restés à la Prison Tiradentes. Les prisonnières politiques seraient transférées à la Prison Féminine proche de la Maison d'Arrêt - ou dans un autre établissement voisin - afin que les prisonniers membres d'une même famille puissent continuer à se rencontrer chaque semaine.

La confiance que nous avons mise dans la parole de cette Autorité nous a amenés à mettre un terme à la grève de la faim.

Le 19 suivant, les dix-huit camarades incarcérés au Pénitencier d'Etat ont ainsi été transférés à la Maison d'Arrêt et intégrés aux dix-neuf prisonniers politiques qui se trouvaient déjà ici,

(1) Opération Bandeirantes: nom de l'organisme militaire de São Paulo chargé de la répression politique, tristement célèbre pour les tortures qui y sont systématiquement pratiquées. Le retrait des prisonniers politiques de la Prison Tiradentes est officiellement motivé par le projet de destruction de cet édifice (NDP).

au 2e étage du pavillon n° 5. De même, les prisonnières politiques ont été transférées de la Prison Tiradentes à la Prison Féminine.

Cependant, l'engagement formel pris par M. Werner Rodrigues et consigné par nous dans un document qui se trouve en sa possession, par lequel les prisonniers politiques ont reçu la garantie de leur rassemblement dans un même lieu de détention, n'a pas, à ce jour, été tenu. Au contraire, les camarades prisonnières qui se trouvaient déjà à la Prison Féminine ont été ramenées à la Prison Tiradentes, où demeurent encore de nombreux prisonniers. De façon étrange, on subordonne leur transfert vers la Maison d'Arrêt à la signature d'une demande établie selon un modèle imposé par les Autorités, aux termes de laquelle ils réclameraient leur transfert et se déclareraient prêts à accepter des conditions qu'ils ignorent complètement. Pourquoi cette volonté d'imposer une pétition signée qui pourrait être utilisée plus tard contre les signataires?

Le camarade Ivan Seixas qui, parce que mineur, ne devrait pas être gardé prisonnier, a été emmené à l'Opération Bandeirantes en représailles pour sa participation à la grève de la faim; il a été mis en isolement dans les mêmes salles de torture où il a eu le malheur de voir son père, Joaquim Alencar Seixas, mourir sous l'effet de sévices indescriptibles. Sa mère, Fanny Akxelrud Seixas, et ses soeurs, Iara et Ieda, sont également en prison depuis plus d'un an sans que leur procès ait été instruit.

Devant ces faits, nous, soussignés, déclarons que nous sommes prêts à utiliser tous les moyens en notre pouvoir pour obtenir de retourner à la Prison Tiradentes ou d'être transférés en tout autre endroit où les prisonniers politiques de São Paulo puissent être ensemble.

Nous ne voyons aucune raison - sinon de sombres motifs bien inavouables - pour que les Autorités maintiennent deux pénitenciers politiques à São Paulo, étant donné que la Maison d'Arrêt comme la Prison Tiradentes possèdent des locaux suffisants pour recevoir la totalité des prisonniers politiques existants dans la capitale de l'Etat de São Paulo.

Etant donné que cette séparation et cette discrimination sont extrêmement suspectes, nous ne faisons rien d'autre que de réagir pour la défense de notre intégrité physique et la garantie de nos vies.

Nous vous rappelons une fois encore, Excellence, l'existence d'un engagement formel du Directeur du Département des Instituts Pénaux de l'Etat de São Paulo par lequel il s'engage à faire le nécessaire pour la réunion immédiate de ceux qui ont été arbitrairement séparés. Nous estimons également opportun, Excellence, de vous faire observer qu'à la bonne volonté manifestée par nous - en cessant notre grève de la faim à la suite de la confiance déposée dans la parole d'un membre des mêmes Pouvoirs Publics qui vous ont empêché de rencontrer les prisonniers qui vous avaient choisi comme médiateur méritant totalement leur confiance - les autorités responsables ont répondu par des manoeuvres et des subterfuges et ont fini par ne pas tenir l'engagement pris.

Nous réaffirmons ici notre désir de vous voir demeurer notre médiateur. En vous laissant le soin de juger de l'opportunité de rendre cette lettre publique, nous vous redisons, Excellence, notre merci le plus sincère pour l'énergie avec laquelle l'Eglise s'est donnée à la cause des "hommes sans voix".

Avec notre profonde admiration et notre respect.

Maison d'Arrêt de São Paulo
le 3 juin 1972

(suivent les signatures de
33 prisonniers)